Quand riches et pauvres ne se rencontrent plus

Effacer les frontières qui se dessinent dans les villes

Par Benoît Faedo*

» Les pauvres vivent dans des quartiers pauvres, les riches vivent dans des quartiers riches. Cette tendance s'accentue, tant en Allemagne qu'en France. Cela affaiblit la cohésion sociale. Les municipalités des deux pays déploient de nombreux efforts pour réduire cette fracture socio-économique et géographique. L'idée d'une société urbaine socialement mixte a-t-elle échoué ?

Les pauvres se regroupent plus qu'avant et se séparent du reste de la population. C'est ce que révèle une étude publiée au printemps par le Wissenschaftszentrum Berlin für Sozialforschung (WZB), le Centre de recherche en sciences sociales de Berlin. Leurs auteurs, Marcel Helbig et Stefanie Jähnen, ont souhaité poser un regard sur « le niveau de fragilité de l'architecture sociale des villes allemandes » (1). En s'appuyant sur des statistiques concernant les 74 plus grandes agglomérations du pays entre 2002 et 2014, ils ont capturé un instantané de la ségrégation urbaine dans le pays.

En détails, la concentration spatiale des publics les plus pauvres a augmenté depuis 2005 dans 80 % des villes observées. Les plus touchées sont les villes de l'ancienne Allemagne de l'Est telles que Rostock, Schwerin, Potsdam, Erfurt, Halle et Weimar. Dans cette partie du pays, la ségrégation sociale a grimpé beaucoup plus fortement qu'à l'Ouest, certains endroits atteignant même « des niveaux proches de ceux des USA ». (2) Pour le chercheur Marcel Helbig, cette séparation socio-spatiale des villes est-allemandes qui s'est dessinée en quelques années est « sans précédent dans l'histoire ». (3)

Les familles pauvres avec enfants particulièrement touchées

Le phénomène touche plus particulièrement les familles avec enfants, notamment dans les villes d'Allemagne de l'Est. Seule petite « surprise » : la ségrégation ethnique a globalement reculé. Mais l'étude rappelle que les mesures s'arrêtent avant 2015 et le fort afflux de réfugiés dans le pays.

En France, où près de 9 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté (4) et 4 millions de personnes sont sans abri, mal-logées ou hébergées provisoirement (5), la ségrégation urbaine est elle aussi présente, même si des particularismes sont à noter. Elle est notamment « plus élevée dans les villes-centres et les banlieues qu'en périphérie », rapporte un article de l'INSEE paru en février. (6) L'image des banlieues françaises déconnectées du reste de la ville où règne une véritable ségrégation ethno-raciale est dans toutes les têtes.

* Benoît Faedo vit à Berlin. Il est le cofondateur du magazine culturel franco-allemand *Berlin Poche*.

La séparation spaciale a des effets négatifs sur l'éducation et sur les interactions sociales

Ces statistiques ont de fortes conséquences sociales. (7) Certains groupes d'âge vivent notamment de moins en moins côte à côte. Les jeunes de 15 à 29 ans sont concentrés dans certains quartiers, les personnes âgées de 65 ans et plus dans d'autres. Riches et pauvres – les classes moyennes et les personnes qui dépendent du soutien social de l'État ne se rencontrent plus, il y a un manque d'interaction sociale. Cela a, entre autres, un effet négatif sur les perspectives d'avenir des enfants pauvres, comme l'ont constaté les chercheurs berlinois : « Nous savons que le quartier influence aussi la réussite scolaire ».

La cause principale évoquée est le phénomène de gentrification. Celui-ci décrit l'amélioration des vieux quartiers de construction situés à proximité du centre-ville par des ménages jeunes, généralement bien éduqués et à revenu élevé, sans enfants. (8) Si, dans un premier temps, l'arrivée de ces populations se fait sans « heurts », ces dernières finissent par s'installer durablement : elles fondent alors des familles, « importent » leurs modes de vie et imposent leur niveau de consommation – quand elles n'accèdent pas à la propriété –, contribuant à rendre le quartier plus coûteux. Les effets observés sont les mêmes à Lyon, Hambourg, Paris ou Berlin : les ménages à faibles revenus installés de longue date dans ces quartiers sont contraints de déménager et de s'éloigner du centre-ville.

Rien n'est plus compliqué pour les communes que de faire baisser cette pression, d'autant que la gentrification a des impacts multiples. Elle modifie aussi bien le paysage de la vie nocturne avec la fermeture de bars et de clubs jugés trop bruyants, que celui de la carte scolaire. Le cas des collèges « ghettos » à Paris montre que les populations privilégiées sont soucieuses d'inscrire leur progéniture dans un établissement de qualité. Elles préfèrent délaisser le domaine public au profit du privé si l'établissement le plus proche compte un pourcentage élevés d'élève d'origine sociale défavorisée. Il y a un an, la mairie de Paris a lancé une expérience « multi-collèges » sur 6 établissements. Le but ? Favoriser la mixité et limiter la « fuite » vers les établissements privés. Les premiers résultats sont encourageants. Ce programme a été repris dans plusieurs autres villes de France. (9)

L'impact sur l'offre et la demande immobilière accélère l'exclusion des populations les plus pauvres. De nombreux quartiers des plus grandes agglomérations de France et d'Allemagne ont vu leurs loyers abordables augmenter de façon rapide et déraisonnable. A Berlin, Paris et ailleurs, les initiatives se multiplient pour dénoncer les cas d'expulsions locatives (10) et la financiarisation du marché de l'immobilier. Dans la capitale allemande, l'annonce récente de l'installation d'un Google Campus sur les bords du Landwehrkanal, à Kreuzberg, occupe l'attention des habitants du quartier. La venue du géant du Web confirme le pouvoir attractif de la métropole auprès des acteurs de la scène digitale et des entreprises leur fournissant des salaires élevés. Au risque de tendre un peu plus le marché local en laissant craindre une nouvelle augmentation des loyers ainsi qu'un renforcement de la spéculation immobilière. La transformation de zones résidentielles en zones de bureaux n'est plus à exclure, à l'image de ce que vivent d'autres métropoles internationales attirant des publics similaires. (11)

Moins de cohésion sociale = moins de démocratie

On pourrait rétorquer que les formes de ségrégation urbaine ont toujours existé : il suffit de penser aux quartiers résidentiels d'un côté et aux barres des HLM de l'autre, les habitations à loyer modéré. Mais ce que pointe l'analyse du Centre de recherche en sciences sociales de Berlin, c'est l'ancrage qui s'opère. Les fortes disparités mettent les individus au défi, et constituent un risque pour le vivre ensemble. Il s'agit bien de soigner la cohésion sociale, notamment dans l'hypercentre. Comme le souligne le Dr Marcel Helbig, « lorsque certaines couches ne se rencontrent tout simplement plus, la culture de la conversation, la culture de la politique et la démocratie en général en

© Benoît Faedo

Banderole contre l'installation du Google campus à Kreuzberg, un quartier de Berlin

souffrent également ». (12) C'est ce qui menace dès lors qu'un groupe social disparaît d'un quartier ou lorsque riches et pauvres ne partagent plus les mêmes lieux de résidence et les mêmes écoles. D'ailleurs, lorsque les inégalités sociales s'accentuent, la spirale négative s'accélère. La pauvreté, qu'elle soit économique et/ou culturelle, entraîne un peu plus la pauvreté. Le manque d'accès à l'éducation et à l'emploi, et plus largement le manque d'échange et de cohabitation avec des couches sociales plus élevées dégradent les rapports sociaux et les existences, tant sur les plans sanitaires que psychologiques avec la violence et la délinquance.

L'étude de Helbig et Jähnen rappelle que deux éléments favorisent la ségrégation sociale : un marché immobilier non régulé et le désengagement de l'État sur la question du logement social. Car il y a moins de bâtiments à disposition, et les logements existants sont privatisés. Lorsque le maire de Schwerin, Rico Badenschier, affirme que « ce doit être notre travail de maintenir la stabilité de la société », il indique bien que c'est aux pouvoirs publics de prendre cette question en main.

La séparation socio-spatiale ne profite à personne

En Allemagne, le Bundestag a édicté en 2015 une réglementation pour un meilleur encadrement des loyers (*Mietbremse*). Ce qui n'a pas empêcher les prix de flamber dans certaines villes. Une réforme de ces dispositions est actuellement en cours afin de renforcer les droits des locataires à partir de 2019. Rappelons à titre d'exemple que la ville de Berlin a introduit des « zones de protection du milieu », les *Milieuschutzgebiete*, qui encadrent les actions des propriétaires dans certains quartiers afin de freiner ici encore les hausses de loyers mais aussi de conserver une structure sociale équilibrée et un développement urbain maîtrisé. Par ailleurs, la mairie a fait plusieurs fois jouer son droit de préemption au nom de la protection sociale. La conversion de biens locatifs en propriétés est également davantage encadrée. Autant de mesures

dont on peut se féliciter, mais qui ne semblent pas pour autant résister à la loi du marché immobilier.

En France, plans et lois se succèdent depuis les années 2000 en poursuivant des objectifs semblables sur le papier : encadrement des loyers, promotion de l'habitat coopératif, renforcement des obligations de production de logement social, objectif de mixité sociale... Promulguée en janvier 2017, la loi relative à l'égalité et à la citoyenneté se fixe quant à elle pour objectif de « favoriser la mixité sociale et l'égalité des chances dans l'habitat ». L'objectif de 25 % de logements sociaux sur le territoire reste néanmoins encore loin d'être atteint. Surtout, le projet de loi ELAN, évolution du logement et aménagement numérique, regroupe des dispositions qui vont à l'encontre de certains requis pour un meilleur vivre ensemble, notamment la privatisation d'une partie du parc de logement social.

Réguler le logement ne doit pas faire oublier que d'autres outils sont entre les mains des administrateurs. La qualité de vie passe par un meilleur équilibrage de l'offre des services publics, en fonction des besoins spécifiques de chaque bassin de vie. C'est l'idée d'une ville solidaire qui intègre ses composantes les plus diverses de la même façon, en prenant compte les contraintes écologiques et en s'appuyant sur les solutions offertes par les outils du numérique ou de la participation citoyenne. (13) Les idées ne manquent pas pour permettre à chaque habitant d'accéder aux ressources collectives de la ville et de profiter d'équipements et d'espaces publics de qualité, conviviaux et ouverts à tous. Ce sont des kilomètres supplémentaires de pistes cyclables, un réseau de transports en commun plus abordable, une carte scolaire favorisant la mixité sociale, l'accès prioritaire de certains publics à l'emploi (contrats aidés, etc)... Ce sont aussi des lieux d'échange aux quatre coins de la ville : espaces verts, terrains de sport ou encore centres sociaux. (14)

En définitive, plutôt que d'installer les publics défavorisés dans de « bons quartiers », mieux vaut fournir un service de qualité dans chaque quartier et reconquérir les zones déconnectées.

---

1 Marcel Helbig, Stefanie Jähnen, *Wie brüchig ist die soziale Architektur unserer Städte? Trends und Analysen der Segregation in 74 deutschen Städten*, Wissenschaftszentrum Berlin für Sozialforschung (WZB), Mai 2018 : https://bibliothek.wzb.eu/pdf/2018/p18-001.pdf
2 Ibid.
3 Exemple avec le quartier de Schwerin Müßer Holz, où 60 % des enfants vivent de prestations sociales.
4 Selon le dernier baromètre Ipsos-Secours populaire datant du 11 septembre 2018
5 22e rapport sur l'État du mal-logement en France, Fondation Abbé Pierre, janvier 2017
6 Floch, J.-M. (2017), *Niveau de vie et ségrégation dans douze métropoles françaises.* Economie et Statistique, 497-498, 73-96.
7 En témoignent des nombreuses études menées par Oxfam, OECD, IAB, World Inequality Lab.
8 Définition du Prof. Dr. Andreas Farwick du Geographisches Institut à la Ruhr-Universität Bochum.
9 Gurvan Le Guellec, *Collèges 'ghettos' : comment Paris est devenue une ville d'apartheid*, *Le Nouvel Observateur*, 14 avril 2018 : https://www.nouvelobs.com/education/20180412.OBS5091/colleges-ghettos-comment-paris-est-devenue-une-ville-d-apartheid.html
10 Une carte des expulsions donne une idée de l'ampleur du phénomène à Berlin : http://wirbleibenalle.org/map
11 Lire à ce sujet Benoît Bréville, *Grandes villes et bons sentiments*, Le Monde diplomatique, novembre 2017
12 Cette citation ainsi que toutes celles qui suivent sont extraites de l'émission *Länderzeit*, diffusée sur *Deutschlandfunk* le 29 août 2018.
13 Un exemple de consultation du public à Nantes : http://www.mavilledemain.fr/
14 Les Quartiersmanagement berlinois constituent un bel exemple de l'investissement social dans des quartiers ciblés. Pour en savoir plus : https://www.quartiersmanagement-berlin.de